

La lutte féministe bien ancrée au Pays basque

DOSSIER À l'occasion de la marche nationale Nous Toutes, déclinée aujourd'hui à Bayonne, et de la Journée internationale contre les violences faites aux femmes, tour d'horizon de celles qui militent localement au quotidien

Toutes en marche aujourd'hui

DÉFILÉ À Bayonne, les associations féministes du Pays basque manifestent cet après-midi sous le mot d'ordre « Nous Toutes » contre les violences

TEXTES : CAROLE SUHAS
bayonne@sudouest.fr

Un seul et même mot d'ordre les unit aujourd'hui : « Nous Toutes ». Pour rappeler que les violences sexistes ne sont pas un phénomène isolé, un accident qui ne se reproduira pas ou qui n'arrive qu'à d'autres, ou encore le fruit d'une relation trop passionnelle. Il fédère aujourd'hui des femmes – et des hommes –, lors d'une vaste marche déclinée dans plus de 50 villes.

À Bayonne, elle s'élancera, à 15 h 30, depuis la place de la Liberté, devant la mairie, emmenée par l'association bayonnaise Zutik, qui existe depuis quasiment quarante ans et travaille essentiellement sur les violences faites aux femmes. C'est tout naturellement qu'elle prend la tête de la mobilisation d'aujourd'hui, veille de la journée pour l'élimination des violences faites aux femmes.

Le parcours du jour mènera les manifestantes jusqu'au pont Pannecau, incarnation parfaite du nécessaire combat féministe : « Au Moyen Âge, on y immergeait des cages dans lesquelles on plaçait des femmes condamnées pour adultères ou de mauvaise vie », commente Véronique de La Devèze, présidente de Zutik.

21 femmes tuées
C'est là que l'association évoquera notamment le triste sort de ces femmes mortes sous les coups de leur conjoint. « Depuis treize ans qu'on tient la liste au Pays basque, 21 femmes ont été tuées », rappelle la militante. Dont deux cette année : Roxane, tuée à Saint-Jean-Pied-de-Port en avril, et Réjane, morte par arme à feu à Bidart, à peine dix jours après.

« En rendant publique la liste de ces femmes, en leur donnant un nom, on passe d'une question individuelle, qui relève du domaine

privé à une compréhension plus grande. On en fait quelque chose de collectif », commente Véronique de La Devèze.

Zutik, qui signifie « Debout » en basque, est une injonction à celles qui souffrent sans mot dire. Pour toutes celles-là, aujourd'hui, un large panel des associations qui œuvrent pour les droits des femmes et qui militent pour une société plus égalitaire défilera derrière une seule et même banderole. Et au Pays basque, les groupes féministes sont nombreux.

Qu'elles œuvrent sur un plan juridique, moral, politique ou juste en soutien moral, les féministes basques ont multiplié les collectifs pour répondre au mieux aux différents besoins des femmes de tout le territoire. La prise de conscience collective réclamée à grands cris ce week-end mérite que l'on se penche sur celles qui luttent sans relâche sur l'ensemble du Pays basque.



Aujourd'hui à Bayonne, la marche partira à 15 h 30 de la place de la Liberté

Des clichés de genre qu'il faut abattre

Des garçons forts et aventureux, des filles jolies et bonnes ménagères. Le cliché est un peu grossier et pourtant, il suffit de parcourir les rayons jouets des magasins pour retrouver cet indécrottable ordre des choses. Ce qui fait dire à Marie Pérès, présidente du Planning familial, association d'écoute et de sensibilisation installée depuis deux ans à Bayonne, que la priorité doit aller à l'éducation des plus jeunes.

« L'angle politique du Planning familial, c'est de combattre les stéréotypes de genre dès le plus jeune âge. Bien sûr qu'il faut aider les victimes et les prendre en charge, mais nous, on veut agir avant. Ce qu'il faut, c'est qu'il n'y ait plus de victimes. Ça peut paraître anodin, mais le conditionnement des enfants se joue dès les premières années », commente la militante.

Le Planning familial de Bayonne met donc l'accent sur les interventions en milieu scolaire, mais fait aussi figure de lieu d'écoute. Sexualité, contraception, situation de couples, avortement, question du consentement : il est possible de parler de tout cela aux six à sept personnes qui assurent les permanences en semaine.

Pour les femmes lesbiennes
Les stéréotypes de genre sont aussi l'une des marottes de l'association LGBT Les Bascos, qui vient de créer une section consacrée aux droits des femmes. Il y est notam-



À Noël, les stéréotypes s'expriment souvent dans le choix des cadeaux. PHOTO © SO

ment question de défense des femmes lesbiennes et de la problématique de la Procréation médicalement assistée (PMA). « On a passé notre année à batailler sur ce sujet et on s'est demandé pourquoi on n'avait pas plus entendu des femmes de l'association alors qu'elles composent 45 % de l'effectif », précise Nadine Léonard, l'une des coordinatrices du nouveau groupe.

Ce nouveau groupe, qui tiendra sa réunion constitutive mardi, est là pour corriger un travers du monde associatif, reflet de la société, mais aussi pour rappeler que « le sexisme et l'homophobie reposent en réalité sur les mêmes racines », souligne la militante.

Une affirmation politique

MESSAGE Il y a les actions et il y a le discours, tout aussi important pour changer les mentalités

S'affirmer féministe, c'est aussi lutter sur un plan politique et social. Faire tomber les clichés, effacer les frontières entre les genres, et surtout déringardiser le tout, c'est le cœur d'action du PAF I, le mouvement Pour une alternative féministe qui fêtera ses dix ans d'existence l'an prochain.

Débarquées des années après que les aînées, et notamment celles d'Emazteek Diote installées à Hasparren, ont commencé le combat, les militantes du PAF I misent sur une image plus moderne et comique, destinée à véhiculer le message féministe de façon plus large. Et surtout faire taire ceux qui auraient l'outrecuidance de dire que les féministes sont pénibles.

Particulièrement attentives aux questions de genre, les féministes du PAF I attendent de la mobilisation d'aujourd'hui qu'elle soit plus importante que les précédentes. « Chaque année, on se retrouve sur la place on est 50, mais là, depuis Me Too, on sent que ça change, les gens investissent plus facilement la rue. On se dit que, politiquement, il se passe quelque chose et qu'il y a un réveil citoyen », commente Claire Lataillade, militante du PAF I.

Pour elle, il est vital de comprendre que le combat féministe n'est



Le PAF I se distingue notamment par ses slogans limpides. DR

pas une problématique féminino-féminine et que tout le monde y gagne. « Une fois qu'on aura atteint l'égalité entre hommes et femmes, en réalité, c'est qu'on aura atteint un certain niveau de respect et d'égalité dans toutes les couches de la société. Nous, la cause féministe nous tient à cœur et c'est dans celle-là qu'on s'engage parce que c'est ce qu'on vit au quotidien, mais c'est la même chose pour la cause des minorités, des étrangers, etc. L'enjeu sociétal qui sous-tend tout ça, c'est l'égalité entre tous. » Tout simplement.

La fête, pas une excuse

Le PAF I, dans les rues de Bayonne, tout le monde l'a croisé au moins une fois, que ce soit à travers les tee-shirts « Ta main sur mon cul, ma

main dans ta gueule » ou avec l'autocollant violet, arboré par de nombreux festayres pendant les Fêtes de Bayonne ou collé à l'entrée des bars et autres peñas, pour dire « non aux agressions sexistes ».

Le PAF I est notamment rejoint dans sa lutte par le groupe féministe du mouvement politique des jeunes abertzale Aitzina. Institué à l'été 2017, ses jeunes militantes se donnent notamment pour missions de sensibiliser aux comportements sexistes pendant les grands rassemblements comme la fête des ikastola Herri Urrats ou les Fêtes de Bayonne, mais propose aussi des formations et des protocoles de réactions aux agressions à travers les associations et les gazette. Ou comment rappeler la signification du « non ».

La lutte féministe bien ancrée au Pays basque

À l'occasion de la marche nationale Nous Toutes, déclinée aujourd'hui à Bayonne, et de la Journée internationale contre les violences faites aux femmes, tour d'horizon de celles qui militent localement au quotidien



Aujourd'hui à Bayonne, la marche partira à 15 h 30 de la place de la Liberté

Dans l'urgence, la difficulté de trouver un logement

Le 3 novembre, les élus de la Communauté d'agglomération Pays basque ont décidé, à l'unanimité, de soutenir financièrement la réalisation d'un projet de logement d'urgence, de type T3, pour des femmes victimes de violences de leur part de leur compagnon ou ex-compagnon. Le projet avait initialement été lancé par la substitut du procureur de la République, Aude Le Hérissey, pour apporter une réponse immédiate à une mère de famille et ses enfants se retrouvant sans solution d'hébergement sécurisée.

11 000 euros avaient été demandés auprès du Fonds interministériel de protection de la délinquance (FIPD), qui n'a finalement accordé que 3 600 euros. Le président de l'Agglo et maire de Bayonne, Jean-René Etxegaray, avait alors annoncé que l'intercommunalité se substituerait « au désengagement de l'État ».

La substitut du procureur évoquait alors une « double peine » pour les victimes qui se retrouvaient parfois « en concurrence » avec les personnes hébergées l'hiver en situation d'urgence. Un logement de ce type serait donc inédit sur le territoire du Pays basque.

Par ailleurs, le foyer Les Mouettes, géré par l'association Atherbea réserve également six places (sur 45) pour des mères seules et enceintes ou avec des enfants de moins de 3 ans. Les demandes doivent notamment passer par une sollicitation de l'Aide à l'enfance.



Un logement d'urgence de type T3 sera financé par l'Agglomération Pays basque. PHOTO ARCHIVES ISABELLE LOUVIER

Pour plus de femmes élues

POLITIQUE Un travail de fond est mené au sein de l'Agglomération pour améliorer la représentativité des femmes aux prochaines élections municipales

Il n'aura échappé à personne que le nombre d'élus au Pays basque a encore une (large) marge de manœuvre. Au sein même de la Communauté d'agglomération Pays basque, la question a été mise sur la table par certaines associations et des élus, comme Martine Bisautta. Egiatzko Berdintasunaren Alde (EBA), ou Coordination pour une égalité réelle en français, y fait du travail de lobbying sur la question des femmes et de la parité dans la vie publique locale.

Charte européenne signée
L'ambition est de remettre en question les inégalités dès le départ, au sein de la structure bien sûr, mais aussi parmi les élus du territoire. Le constat est là, les femmes sont encore peu nombreuses à se présenter à des élections. « Il faut les encourager à se présenter aux prochaines municipales parce qu'en 2014, ça n'avait pas été brillant », commente Martine Bisautta, adjointe au maire de Bayonne, en charge du développement durable, qui travaille sur le sujet depuis de longues années.

Demander l'aide de la justice

LOI Certaines structures proposent des conseils ou un accompagnement juridique aux femmes victimes de violences

Face aux violences subies, la réponse peut parfois être judiciaire. Elle est essentiellement fournie par deux structures, le CIDFF et l'ACJPB, qui travaillent main dans la main. Ces associations sont là pour garantir l'accès à l'information et au droit. Le Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) propose des permanences assurées par deux juristes. « Elles ont reçu des formations spécifiques sur la place des femmes dans la société et sur les violences », commente Marie-Hélène Ville-Moze, ancienne magistrate et présidente de l'association gestionnaire du centre d'information.

Lors de ces permanences, il est souvent question du droit familial et de divorce. « Le plus souvent, le sujet, c'est la garde des enfants parce qu'il y a un chantage énorme du conjoint sur le sujet. Nous, on est là pour les sécuriser et leur rappeler quels sont leurs droits », com-



Martine Bisautta fait partie des 51 femmes élues sur les 233 conseillers communautaires basques. ARCHIVES JEAN-DANIEL CHOPIN

Sur les 233 conseillers communautaires que compte l'intercommunalité basque, on dénombre seulement 51 femmes. Le groupe EBA, constitué en septembre, est justement là pour changer cet état de fait. « On est en train d'étudier la répartition, par métier mais aussi hiérarchiquement. Sans surprise, on sait qu'on va tomber sur de mauvais résultats, mais je dois quand même dire que dans les services, c'est assez paritaire. Du côté élus par contre, c'est évidemment très déséquilibré ».

La Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes

dans la vie locale a été signée au sein de l'agglomération Pays basque en mars. « Cette signature, ça signifie surtout l'obligation de mettre en place un plan d'action et de débloquer un budget dédié », souligne l'élue bayonnaise.

Le collectif qui œuvre en sous-main réunit plusieurs associations comme Andere Nahia, qui soutient les femmes porteuses de projets de développement économique local, Zutik, Emazteek Diote, le PAF I et le Planning familial. Il leur reste un peu plus d'un, avant les prochaines municipales, pour commencer à féminiser les rangs.



Les juristes du Centre d'information sur les droits des femmes et des familles proposent des permanences. ARCHIVES EMILIE DROUJALD

ment la magistrate. En cas de violences, les juristes sont là pour écouter et soutenir, « mais pas pour répondre à l'urgence », précise-t-elle.

Le CIDFF, qui se concentre sur la prévention, peut, en revanche, indiquer à la victime la structure ou association la plus à même de lui répondre ou même lui donner quelques conseils. L'association tient ses permanences dans différents lieux du territoire, comme les locaux d'Atherbea à Bayonne, dans

ceux de la mairie, au 3bis dans le quartier des Hauts-de-Bayonne, à Boucau ou encore à Cambo. L'association aimerait aussi en proposer à Saint-Jean-Pied-de-Port sous peu.

Face à un cas de violence, les juristes ont également la possibilité de rediriger les femmes vers l'ACJPB, le service d'aide aux victimes du tribunal de grande instance de Bayonne, constitué de magistrats, d'éducateurs, d'avocats et de professionnels divers.